

Les Echos

En dépit de l'absence d'une réforme en profondeur, EDF retrouve de l'air 🇫🇷

L'Etat renonce à réformer le groupe public, mais grâce à la poussée des prix de l'électricité, du gaz et à la hausse des volumes d'électricité vendus EDF retrouve des marges de manoeuvre financières.



L'énergéticien a porté son excédent brut d'exploitation (Ebitda) à 10,6 milliards d'euros au premier semestre, contre 8,2 milliards d'euros à la même période en 2020 et 8,4 milliards d'euros en 2019, avant la crise sanitaire. (Gilles ROLLE/REA)

Par **Sharon Wajsbrot**

Publié le 29 juil. 2021 à 12:48 | Mis à jour le 30 juil. 2021 à 07:50

Après la douche froide provoquée par **l'annonce, mercredi, d'un report sine die** de la vaste réforme du groupe envisagée par le gouvernement, Jean-Bernard Levy - le PDG d'EDF - s'est employé à rassurer.

« Nous avons une performance économique meilleure que ce que nous avions prévu. Aujourd'hui, la bonne qualité de notre production nucléaire, et aussi des prix un peu meilleurs que prévu, nous permettent d'envisager de passer une année 2021 et également 2022 dans des conditions moins tendues », a-t-il souligné à l'occasion de la présentation des résultats semestriels du groupe.

Au cours du semestre écoulé, l'énergéticien a porté son excédent brut d'exploitation (Ebitda) à 10,6 milliards d'euros, contre 8,2 milliards d'euros à la même période l'an passé et 8,4 milliards d'euros en 2019, avant la crise sanitaire. C'est aussi 9 % au-dessus du consensus établi par les analystes pour ce semestre.

L'impact du rebond

Ces derniers mois, EDF a profité à la fois de la forte hausse des prix de l'électricité et du gaz suscitée par la reprise économique et la poussée des prix du carbone ainsi que de la progression de ses volumes vendus dans un hiver relativement froid.

Le groupe a aussi bénéficié de « boosters » plus financiers. Grâce à la meilleure tenue des marchés, la valeur des actifs dédiés au démantèlement de ses centrales a largement progressé, avec une hausse de 2,666 milliards d'euros par rapport au premier semestre 2020. L'allongement de la durée d'amortissement de ses réacteurs de 1.300 mégawatts que le groupe compte désormais exploiter jusqu'à 50 ans a par ailleurs permis de gonfler le résultat net part du groupe de 194 millions d'euros.

Au total, son résultat net a ainsi été multiplié par trois, atteignant 3,74 milliards d'euros sur les six premiers mois de l'année, contre 1,27 milliard d'euros à la même période l'an passé.

Fort de ces performances, Jean-Bernard Levy a renforcé son objectif de contrôle de l'endettement du groupe : il vise désormais un ratio d'endettement (dette nette rapportée à l'Ebitda) de 2,8 contre 3 jusqu'ici, signe que le groupe dispose de davantage de marges de manoeuvre financières. C'est une bonne nouvelle pour les agences de notation pour qui la trajectoire de ce ratio est extrêmement sensible.

L'incertitude sur la hausse du tarif réglementé

Tout n'est pas réglé pour autant, car ces bonnes nouvelles reposent en grande partie sur des éléments conjoncturels. Au-delà de l'incertitude sur le maintien des prix de l'électricité au niveau actuel, EDF fait face à l'incertitude de les voir se répercuter dans ses tarifs au consommateur l'année prochaine.

« Pour qu'EDF profite réellement de la hausse des prix de l'électricité, le gouvernement devra consentir à une hausse significative des tarifs réglementés de l'électricité en début d'année prochaine, cela sans augmenter les volumes d'électricité nucléaire réglementés mis sur le marché », rappelle Tancrede Fulop, analyste chez Morningstar. Or, un tel scénario pourrait s'avérer très difficile à mettre en oeuvre à quelques mois de l'élection présidentielle.

Une réforme toujours « nécessaire »

« Une réforme structurelle reste nécessaire », a aussi souligné Jean-Bernard Levy qui se montre optimiste sur une reprise rapide des discussions entre Paris et Bruxelles sur le projet de réforme du groupe.

« Je n'ai aucun doute sur le fait que les discussions reprendront après l'été », a-t-il assuré. Il se garde toutefois de se prononcer sur les alternatives au projet « Hercule » et écarte une éventuelle cotation en Bourse des seules activités d'EDF dans les énergies renouvelables. « Ce n'est pas la meilleure façon de créer de la valeur », estime Jean-Bernard Levy.

De leur côté, les investisseurs ne semblent plus y croire. Ce jeudi, le titre de l'énergéticien cédait plus de 4 % à Paris, en dépit des résultats très favorables publiés ce jeudi.